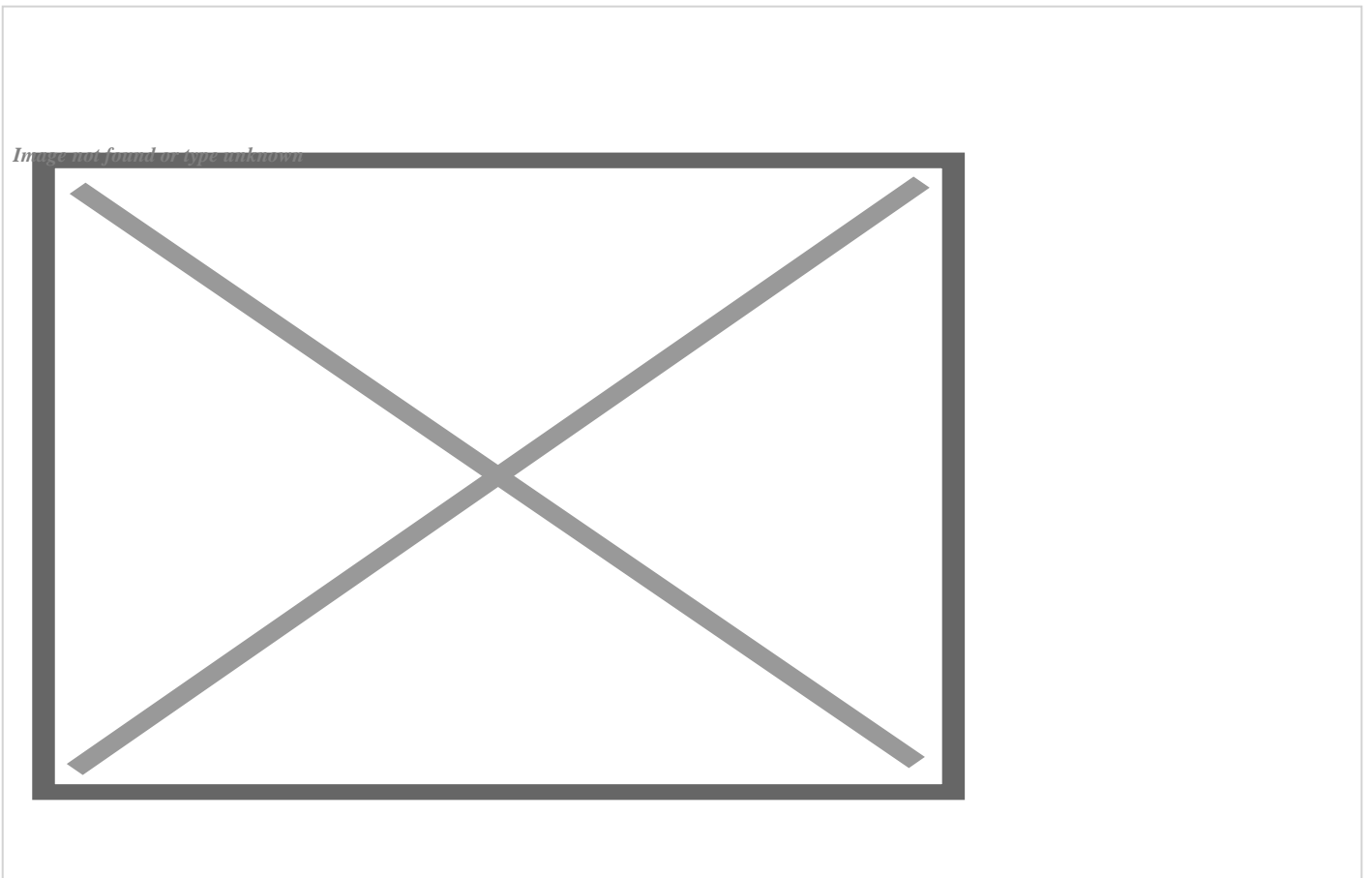


Fermer les routes de la violence



Par María Josefina Arce

La présidente Xiomara Castro a hérité d'un vieux problème au Honduras. Il s'agit des conditions déplorables dans les prisons. La violence omniprésente dans les pénitenciers honduriens a fait samedi un mort et 7 blessés dans quatre prisons.

Xiomara Castro a annoncé des mesures énergiques pour mettre fin à cette situation regrettable, mais toujours, a-t-elle souligné, dans le respect des droits des détenus, de leurs proches et de leurs défenseurs.

La présidente a clairement indiqué que son gouvernement s'efforcera de transformer les prisons de la nation centraméricaine en centres de réhabilitation et de donner à ces personnes la possibilité de se réinsérer dans la société. L'objectif est de faire en sorte qu'elles ne soient plus des écoles du crime et de la torture, comme elles l'ont été pendant de nombreuses années.

Le système pénitentiaire hondurien est composé de 26 prisons et accueille plus de 19 000 détenus, alors que sa capacité maximale est de 8 000, une situation qui favorise la violence.

À la surpopulation s'ajoutent la torture, les mauvais traitements, les conditions d'hygiène et sanitaires déplorables et la mauvaise nourriture. Tel est le quotidien de ces personnes privées de liberté, dont beaucoup restent dans ces prisons sans avoir été condamnées.

Lorsque Xiomara Castro a accédé à la présidence en janvier dernier, elle a trouvé un pays classé parmi les plus violents d'Amérique Latine. Les gangs y gagnaient du terrain face à l'indifférence des gouvernements précédents. Aucun n'avait adopté de politiques sociales capables de mettre fin aux mauvaises conditions de vie, terreau de la criminalité, de la violence et de l'augmentation de la population carcérale qui en découle.

C'est pourquoi, bien que les perspectives soient difficiles, après des années de modèle néolibéral, le nouveau gouvernement s'est efforcé de sortir plus de quatre millions de Honduriens de l'extrême pauvreté et de la faim et de leur donner accès à l'éducation, à la santé et à d'autres services essentiels.

Au cours de ces presque 15 mois de mandat, le gouvernement de Xiomara Castro a garanti un service d'électricité gratuit à plus d'un million de personnes vivant dans la pauvreté, abrogé la loi sur le travail à l'heure qui rendait l'emploi précaire et mis en œuvre le programme Réseau de solidarité.

Cette initiative comprend l'amélioration des logements, la construction d'écoles et la prise en charge des femmes enceintes, et vise à bénéficier à quelque 400 000 familles dans plus de 2 000 villages.

Ces mesures et d'autres envisagées par le gouvernement actuel ferment les voies de la criminalité. L'objectif est donc également d'assainir le système judiciaire afin d'éliminer le niveau élevé d'impunité et de violence, encouragé par l'implication de l'État lui-même dans le trafic de stupéfiants.

Bien qu'il soit encore tôt, il est certain que l'année 2022, selon les rapports, s'est terminée par une réduction des morts violentes et des progrès dans les enquêtes sur les homicides.

La présidente Xiomara Castro a un chemin long et difficile à parcourir, mais elle a clairement exprimé son désir et sa volonté d'œuvrer pour les droits de tous et de parvenir à un pays plus juste, plus équitable et sans violence.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/319424-fermer-les-routes-de-la-violence>



Radio Habana Cuba